

Direction des ressources  
Service logistique

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

# PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES SITES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA DROME

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)








Consultation n°

2024-005





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	15
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	15
9.	FIN DU CONTRAT .....	21

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	<i>Prestations de nettoyage des locaux des sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme</i>
	Acheteur	La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Valence, Romans, Montélimar, Pierrelatte
	Délai	1 an reconductible 3 fois.
	Développement durable	Clause environnementale

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que Pouvoir Adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes *Prestations de nettoyage des locaux des sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme*.

#### ■ Lieu d'exécution :

Les prestations sont prévues pour les sites suivants :

- Siège Social : 6 Avenue du Président Edouard Herriot 26000 VALENCE
- Agence de Montélimar : 1 Place de l'Europe 26200 MONTELMAR
- Point d'accueil de Romans : 24 Côte des Cordeliers 26100 ROMANS SUR ISERE
- Point d'accueil de Pierrelatte : 4 Avenue Jean Perrin 26700 PIERRELATTE

#### • Forme du contrat :

La consultation donnera lieu à un marché mixte avec :

-Une partie à prix forfaitaire relative à la réalisation de prestations dites socles concernant l'ensemble des prestations décrites à l'article 8 du CCTP et prévues dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

-Une partie à bons de commande relative aux prestations à la demande. Cette partie sera traitée à prix unitaires sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
  - Annexe 1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
  - Annexe 2 : Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
  - Annexe 3 : Livret de Sécurité du Prestataire
  - Annexe 4 : Courrier RGPD.
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont son annexe :
  - Annexe 1 : Masse Salariale.
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat dont ses annexes ;
  - Annexe 1 : PROCÈS-VERBAL D'ÉTAT DE PROPRIÉTÉ DES LIEUX
  - Annexe 2 : Fiche de Contrôle Qualité.
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- Le cadre de réponse technique du titulaire complété le cas échéant par son mémoire technique ;
- Les bons de commande ;
- Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc...) ;

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise. Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur,

### Le Pouvoir Adjudicateur :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme  
6 avenue du Président Edouard Herriot  
26024 VALENCE CEDEX

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat sont décomposées comme suit :

- Une partie à prix forfaitaire relative à la réalisation de prestations dites socles concernant l'ensemble des prestations décrites à l'article 8 du CCTP et prévues dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Une partie à bons de commande relative aux prestations à la demande. Cette partie sera traitée à prix unitaires sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

#### ■ Modalités d'émission des bons de commande :

L'émission de bons de commande concerne la réalisation de prestations à la demande définies dans le Bordereau de Prix (BPU) ainsi que la réalisation des prestations forfaitaires définies dans la Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF).

##### Pour les prestations à la demande :

Le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire déterminent conjointement une date de réalisation des prestations, laquelle sera mentionnée sur le bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés dans un délai minimum de 5 jours ouvrés avant la date souhaitée d'intervention. La fréquence d'émission des bons de commande est déterminée librement.

##### Pour les prestations forfaitaires (programmées) :

Pour chaque site, ces prestations feront l'objet de réalisation en application de la décomposition du prix global et forfaitaire, qui fixera la durée des prestations (période d'exécution).

Les bons de commandes pour les prestations à la demande portent les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre (numéro, date),
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la dénomination et/ou le nombre de prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- la périodicité à respecter,
- les dates et heures d'interventions,
- La durée du bon de commande,
- les coordonnées de la personne responsable du site concerné, à contacter éventuellement,
- le montant H.T. et T.T.C des prestations à exécuter,
- le taux de TVA,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaire annexé à l'Acte d'Engagement.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire de chaque lot.

Les bons de commande pour les prestations à la demande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Leur exécution pourra se poursuivre au-delà de la validité de l'accord-cadre à condition que la durée d'exécution de celui-ci respecte les conditions habituelles d'exécution de l'accord-cadre et ne se prolonge pas dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique. Tout bon

de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécutée dans sa totalité. Passé le délai de validité de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

■ **Durée du marché :**

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an et prendra effet au 01 septembre 2024.

Il pourra être renouvelé annuellement, par tacite reconduction, trois (3) fois, par période de douze (12) mois sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider à chaque reconduction de ne pas prolonger le marché en respectant un préavis de trois (3) mois avant la date de fin de la période en cours.

En cas de non reconduction dans les délais, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

■ **Calendrier détaillé d'exécution :**

Pour les prestations objet du contrat réalisées périodiquement par le titulaire, ce dernier adressera dès notification du marché puis annuellement, un calendrier détaillé permettant de respecter les périodicités prévues dans le CCTP.

■ **Délais de remise des documents :**

Dans un délai maximum de 15 jour(s) à l'issue de la notification du marché, le titulaire remettra la liste du personnel en charge de la réalisation des prestations.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **mixtes et comportent** :

- Une partie à prix forfaitaire relative à la réalisation de prestations dites socles concernant l'ensemble des prestations décrites à l'article 8 du CCTP et prévues dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Une partie à prix unitaires relative aux prestations à la demande.

Cette partie fera l'objet d'un paiement sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Les prix indiqués dans les BPU et les DPGF sont réputés complets. Ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

#### ■ **Variation des prix :**

L'accord-cadre est principalement à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaire.  
Les deux types de prix sont révisables, selon la même formule.

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisables chaque année à la date d'anniversaire de début d'exécution soit le 01 septembre.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (I/I_o)]$$

**P** = prix révisé

**P<sub>o</sub>** = prix initial fixé dans l'offre du titulaire

**I<sub>o</sub>** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010546132** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - **Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2015 – Données trimestrielles brutes) du mois de la date limite de réception des offres

**I<sub>m</sub>** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010546132** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - **Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2015 – Données trimestrielles brutes) connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

Le prix ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

#### ■ **Clause butoir**

Il est expressément convenu et accepté par le titulaire du marché que l'ajustement des prix unitaires initiaux est plafonné à 3 % par année.

Dans le cas où l'ajustement annuel devrait être supérieur, le marché resterait régulièrement exécutable par le titulaire avec l'application maximale de ce taux plafond de révision afin d'éviter toute rupture de service pour le pouvoir adjudicateur.

#### ■ **Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier sans indemnités le marché pour la partie non exécutée des prestations à la date de changement de tarif lorsque l'augmentation dépasse un pourcentage de 3 % à compter du mois d'établissement des prix.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Lorsque le titulaire adresse une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée chorus-pro.gouv.fr

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 3° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 4° Le code d'identification du service en charge du paiement (Cf. tableau ci-dessous) ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 9° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. (Cf. données ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme : 775 573 389 00019

2/ Aucun code service

### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.



#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception **d'une facture conforme**.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Avance :

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

L'option d'avance appliquée est l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS qui prévoit l'application d'un taux d'avance de 20% pour les PME et d'un taux d'avance correspondant au minimum réglementaire (soit 5% du montant du marché) pour les autres entreprises, ou d'un taux supérieur fixé dans les documents particuliers du marché. (Selon les termes du Code de la Commande publique).

Le titulaire peut refuser, le cas échéant, le versement de l'avance.

### 5.3. Suspension, suppression, modification et ajout de prestations.

#### ■ Suspension des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site suite à des travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur devra en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date de la fermeture temporaire du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur indiquant :

- le motif de la suspension,
- les prestations qui seront suspendues,
- la période de suspension (date de début et date de fin),
- le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF, à déduire du prix forfaitaire.

La suspension des prestations programmées est formalisée par avenant au contrat.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur.

Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

### ■ Suppression des prestations

Le pouvoir adjudicateur peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans l'accord-cadre. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) seront donc supprimées.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 60 jours calendaires avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant ces bâtiments dans le CCTP.
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel de ce lot d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ces bâtiments.

La suppression donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

**Lorsque la fermeture d'un bâtiment est suivie d'une relocalisation, il sera demandé au Titulaire de faire une proposition de prix pour le nouveau bâtiment sur la base des prix contenus dans les annexes financières du lot en question (DPGF et BPU). Cette modification sera actée par voie d'avenant.**

Le pouvoir adjudicateur peut également être contraint de supprimer certaines prestations à l'issue de la réalisation de travaux, modification de destinations des espaces, modifications relatives au mobilier.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, sur ces aspects dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant celle-ci.

### ■ Modifications des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- suite à des travaux réalisés dans les locaux
- en cas de changement d'occupants

Les modifications concernées sont :

- fréquence hebdomadaire de passage ;
- changement de revêtement de sol (sol dur / sol moquette) ;
- changement de zonage ;
- modification de prestation spécifique ;
- modification de la surface.

Ces modifications des prestations font l'objet d'un avenant.

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications sur site existant des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % de vitrerie, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à 5 %, les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant au marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

### ■ Ajout de prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment dans les cas suivants :

- Extension d'un bâtiment, récupération de zones initialement louées ou inoccupées.

Le pouvoir adjudicateur établira un cahier des charges pour ces locaux qui sera envoyé au prestataire.

Le titulaire transmettra ensuite un devis correspondant aux prestations demandées.

Les prestations (cahier des charges et décomposition du prix global et forfaitaire) pour les locaux indiqués ci-dessus seront ajoutées à l'accord-cadre par avenant.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Réalisation de prestations similaires.

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Ces prestations seront alors exécutées par le titulaire dans des conditions identiques à celles de l'accord-cadre initial.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu, ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Opérations de vérifications des prestations :

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les modalités de contrôle sont définies dans le CCTP (article 8).

#### ■ Décision

A l'issue des opérations de vérification, la CPAM de la Drôme prendra sa décision dans les conditions prévues au CCTP et au CCAP par dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS.

Dans le cadre des contrôles effectués, décrits dans le CCTP, et par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-FCS, l'admission est ajournée jusqu'à ce que le Pouvoir Adjudicateur prenne sa décision (admission, admission avec réfections ou rejet).

#### ■ Réfections

Lorsque la CPAM de la Drôme estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après :

##### ➤ Réfections pour défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés.

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 € HT (cents euros hors taxe) par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou équipements.

➤ **Réfections pour défaut de qualité des prestations.**

Durant une période de 30 jours à compter de la date de notification, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site, aucune réfaction n'est appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à des contrôles (Cf. Article 8 du CCTP).

Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées (cette constatation sera effectuée par tout moyen écrit), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Niveau de réfaction	Taux de qualité	Montant de la réfaction (€HT)
1	1 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	200 € au maximum et ne pouvant pas dépasser 7% du montant mensuel en € HT du marché
2	2 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	500 € au maximum et ne pouvant pas dépasser 10% du montant mensuel en € HT du marché
3	3 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	1 000 € au maximum et ne pouvant pas dépasser 15% du montant mensuel en € HT du marché
A partir de 4 fois le seuil d'acceptabilité de 80% non atteint sur une période de 3 mois consécutifs pour un bâtiment, il y a rejet de l'ensemble des prestations pour ce bâtiment. Par dérogation à l'article 25.4.2 du CCAG FCS, le prestataire n'est pas tenu d'exécuter à nouveau les prestations en revanche le montant de la prestation pour le mois en question ne sera pas payée. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.		

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur.

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat- Obligation de résultat :**

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché.

Les moyens et modalités décrits dans les documents du marché pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutifs, pour le titulaire, que d'un engagement minimum, l'accord-cadre étant, en effet, soumis à une obligation de résultat. Au titre de cette obligation, le Titulaire s'engage à ce que tous les locaux concernés par le présent marché soient propres et exempts de toutes salissures. Il devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP.

■ **Obligation quant au personnel :**

• ***Protection du personnel***

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG FCS. En application dudit article le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le titulaire du marché fournira spontanément, six mois après la notification du marché, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché, selon les modalités des articles 32 et suivants du CCAG FCS.

• ***Reprise du personnel***

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

• ***Liste nominative du personnel***

Le Titulaire fournit la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter.

Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation.

Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

• ***Responsabilité du titulaire à l'égard du personnel***

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

- **Tenues de travail et équipement de protection**

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

- **Biens**

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, le cas échéant les alarmes branchées, dès achèvement des opérations de nettoyage.

### **6.3. Développement durable**

- **Clause environnementale :**

Le titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de développement durable et précisera ainsi dans le Cadre de Réponse, les mesures spécifiques à la réalisation des prestations, objet du marché.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, la CPAM de la Drôme procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le Cadre de Réponse Technique (CRT). En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 12 relatif aux pénalités du présent document.

- **Clause sociale :**

Dans le cadre des objectifs de développement durable et plus particulièrement dans leur dimension sociale, conformément à l'article L2111-20 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Ainsi le titulaire est incité à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il est entendu que si au titre de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité, l'entreprise attributaire réintègre dans ses effectifs le personnel précédemment en fonction dans l'entreprise sortante, l'exécution de la clause sociale ne peut être mise en œuvre.

Dans cette hypothèse, le recours à l'insertion sociale interviendra pendant l'exécution du marché, à l'occasion de la vacance ou de la création de poste de travail dans le cadre de l'exécution du marché.

## 6.4. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** Le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir Adjudicateur.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.



Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir Adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D.



8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'organisme par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'organisme contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,

- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

#### ■ **Protection des données personnelles :**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. Est annexé au CCTP un courrier « RGPD » à l'attention du titulaire qui s'engage à en respecter les termes.

#### ■ **Mesure de sécurité :**

Le titulaire se soumet aux mesures de sécurité de la CPAM de la Drôme.  
La CPAM de la Drôme a mis en place un contrôle d'accès de ses locaux.  
Afin de permettre l'accès aux locaux pour la réalisation des prestations, des badges nominatifs seront remis aux personnels et responsables chargés de la supervision.

A l'issue de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre sans délai et au plus tard le dernier jour du marché au représentant du pouvoir adjudicateur les moyens d'accès confiés.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

#### ➤ **Pénalités spécifiques**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire dans les situations suivantes :

Manquements constatés	Montant de la pénalité
Non-respect des délais fixés pour la visite préalable (Réunion préparatoire) et la mise en place des prestations	50 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur
Non production du planning prévisionnel d'exécution ou de la liste	50 € HT par jour de retard à

Manquements constatés	Montant de la pénalité
nominative du personnel dans les délais fixés au CCTP et au CCAP	compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur
Non-respect des prescriptions du plan de prévention et des consignes relatives à la protection des installations	100 € HT par infraction constatée.
Non remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction	150 € HT par semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur.
Absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou à la demande du pouvoir adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité	100 € HT par absence.
Non-respect des dispositions de l'article 6.1 du CCTP relatif à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique	50 € HT par infraction constatée.
Non-respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment	100 € HT par constat
Non-respect du nombre d'heures de présence des agents de maîtrise et/ou d'un membre de l'encadrement fixé pour chaque site	100 € HT par constat
Non-respect des fréquences de passage fixées	100 € HT par constat
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel ou utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux ou susceptible de provoquer des dégradations	100 € HT par constat
Erreur dans l'utilisation des bacs ou en cas de non utilisation de l'espace de stockage dédié.	50€HT par constat.
Non remise de l'attestation d'assurance	100 € HT par constat
Introduction d'un tiers non autorisé	100 € HT par constat
Absence de réapprovisionnement des consommables sanitaires	100 € HT par constat
Non remise des badges et des clés dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur	150 € HT par jour de retard.
Non transmission des éléments relatifs à la masse salariale par le titulaire, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans sa demande.	150 € HT par semaine de retard
Inexécution d'une prestation dans les 24h ouvrées à compter de son signalement par le représentant du pouvoir adjudicateur et en l'absence de force majeure (prestations sur bon de commande)	100 € HT par constat

Le montant total des pénalités en cas d'inexécution d'une prestation est plafonné à 25% du montant forfaitaire mensuel à payer.

Les jours de retard s'entendent en jour calendaires. Le jour où l'on constate que la prestation demandée a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations réalisées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

### ➤ Pénalités du CCAG/FCS

Pour les manquements non mentionnés, la CPAM de la Drôme a la possibilité de faire application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG/FCS.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par

l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

■ **Pénalités pour retard : plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% du montant total hors taxes du contrat ou de la prestation concernée.

■ **Pénalités pour retard : seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet au-delà d'un délai de 15 jours pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant : Tribunal Judiciaire de Valence (Place Simone Veil, 26000 VALENCE)

## 9. FIN DU CONTRAT

---

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnisation n'est attribuée au titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Gestion de fin de marché**

Le prestataire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

Par ailleurs et au plus tard quatre mois avant la fin de l'accord-cadre, quel qu'en soit le motif, le titulaire doit fournir, sur demande écrite, au pouvoir adjudicateur, les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnes à reprendre
- Le nombre de salarié à reprendre et leur équivalent à temps plein,
- Les natures des contrats à reprendre
- Les avantages dont disposent les personnels
- L'expérience des personnels à reprendre
- L'ancienneté des personnels à reprendre
- La qualification des personnes à reprendre

Le titulaire devra reprendre à ses frais exclusifs, dès le terme du marché, l'ensemble de son matériel (distributeur, charriot, produits etc...)

A l'expiration de l'accord-cadre, le titulaire disposera de 5 jours pour récupérer l'ensemble des moyens mis à disposition pour l'exécution des prestations. Passé ce délai, les responsables de site procéderont à l'enlèvement des matériels concernés aux frais du titulaire.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Pénalités pour retard* : de l'article 8 du contrat déroge à l'article 14.1. , 14.1.1 , 14.1.2, 14.1.3 du CCAG.

La rubrique *vérification* de l'article 6.2 du contrat déroge aux articles 24 ; 25.2, 25.4.2, 27 et 28 du CCAG

La rubrique *résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

ANNEXE 1 : Masse Salariale des contrats en cours.

Site	Masse Salariale Brute Annuelle (en €)
Siège Social	
Romans	
Montélimar	
Pierrelatte	